

[AUTOMNE 2012 ▶ N° 43]

panorama

inforegio

► Investir dans les régions

L'utilisation d'instruments
financiers pour favoriser
le soutien de la politique
régionale

► Interview de
Jacques Delors

► Réorientation des fonds
pour surmonter la crise
économique

► Journées portes ouvertes
– Faire la différence

► ÉDITORIAL 3

Commissaire Johannes Hahn

► INTERVIEW 4-7

Jacques Delors – Réflexions sur la politique de cohésion

► DOSSIER SPÉCIAL 8-13

L'UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS POUR SOUTENIR LA POLITIQUE RÉGIONALE

► LA PAROLE EST À VOUS 14-19

Perspectives nationales et régionales sur la politique de cohésion

► PRÉSIDENCE CHYPRIOTE DE L'UNION EUROPÉENNE – LES PRIORITÉS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION 20-21

► LA COOPÉRATION TERRITORIALE EUROPÉENNE POUR 2014-2020 22-23

► LES VILLES ET RÉGIONS D'EUROPE FONT LA DIFFÉRENCE 24-25

► LA REPROGRAMMATION DES FINANCEMENTS STRUCTURELS POUR SURMONTER LA CRISE ÉCONOMIQUE 26-27

► STRATÉGIE DE L'UE POUR LA RÉGION DU DANUBE: UN AN DE FONCTIONNEMENT 28-29

► EXEMPLES DE PROJETS 30-33

Exemples de projets en Pologne, République tchèque et Italie, et projet de coopération territoriale européenne du programme «Régions périphériques septentrionales»

► CARTES 34-35

► Taux de chômage, 2011

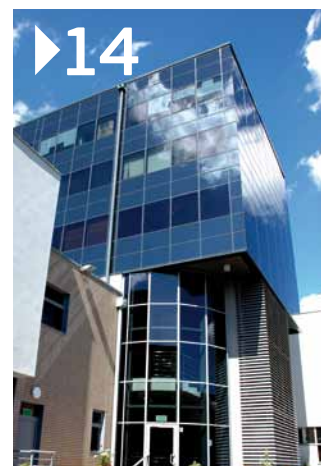
► Évolution des taux de chômage, 2007-2011

► L'APPROCHE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL POUR UNE MEILLEURE COHÉSION TERRITORIALE 36-37

► LA STYRIE, LAURÉAT REGIOSTARS ECO WORLD POURSUIT SUR SA LANCÉE 38

► REGIOSTARS 2013: ANNONCE DES FINALISTES 39

► AGENDA 40



Photos (pages):

Couverture: © Commission européenne

Pages 8, 9, 25, 27, 28, 29, 39: © Commission européenne

Pages 5, 4, 6: © Notre Europe

Page 10: © North-East Finance – KredEx – Duda Breseeg, Neem

Page 12: © Wielkopolskie Centrum Wspierania

Investycji Sp. z o.o. – HOSSA S.A.

Page 15: © Ministère polonais du développement régional

Page 16: © Sky-Watch

Page 17: © Negundo Innovation Center

Page 18: © Gdańsk Science and Technology Park

Page 19: © La Cub – Didier Doustin – Anthony Rojo

Pages 21, 36, 37: © Shutterstock

Page 22: © GRaBS

Page 23: © Haparanda/Tornio

Page 25: © Gouvernement de Catalogne

Page 30: © PGNiG S.A.

Page 31: © Ministère du développement régional, République tchèque

Page 32: © Mitchell O'Gorman

Page 33: © METALPROGETTI spa

Ce magazine est imprimé en français, en anglais et en allemand sur papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 21 langues à l'adresse

http://ec.europa.eu/regional_policy/information/panorama/index_fr.cfm

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la Commission européenne.

► ÉDITORIAL



L'une des façons innovantes d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la politique régionale de l'UE consiste à recourir aux instruments financiers. Ces mécanismes de soutien, qui vont des techniques d'ingénierie financière aux systèmes d'assistance technique, peuvent contribuer à attirer des fonds et à rassembler davantage d'expertise et de savoir-faire.

Développés et perfectionnés pendant la période de programmation 2007-2013 en coopération avec la Banque européenne d'investissement, ces instruments financiers innovants sont aujourd'hui un élément important du prochain cadre financier pluriannuel (2014-2020). Ils visent à stimuler les investissements centrés sur la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020, c'est-à-dire les investissements axés sur la durabilité, les nouvelles technologies, le développement des compétences et l'innovation. Ce sont précisément ces domaines qu'il faut encourager pour créer des emplois et de la croissance.

10^e édition des Journées annuelles portes ouvertes

En octobre, nous célébrerons la 10^e édition de la semaine européenne annuelle des Journées portes ouvertes des régions et des villes. Ce rassemblement d'une semaine est devenu l'événement annuel clé pour les pouvoirs régionaux et locaux. C'est pour eux l'occasion de rencontrer à Bruxelles les décideurs régionaux, nationaux et européens et de présenter les projets et actions menés dans leur région et qui contribuent à la politique de cohésion de l'UE.

Cette année, le thème des Journées portes ouvertes, organisées en coopération avec le Comité des régions, s'intitule «Les villes et régions d'Europe font la différence». L'événement donnera l'occasion de lancer le débat sur l'avenir de l'Europe, sa politique de cohésion et sa gouvernance à plusieurs niveaux.

L'inspiration Delors

Dans ce contexte, nous avons l'honneur de discuter des progrès de la politique de cohésion de l'Europe avec l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors. La politique de cohésion actuelle a été en grande partie inspirée par l'ancien président, qui estimait qu'il fallait agir en faveur d'un développement équilibré des économies régionales européennes. En dépit des impératifs de la crise économique, les arguments en faveur d'une politique régionale fondée sur la solidarité, la cohésion et des investissements intelligents et ciblés restent toujours d'actualité.

Johannes Hahn

Membre de la Commission européenne en charge de la politique régionale

► JACQUES DELORS – RÉFLEXIONS SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION



Dans une interview accordée à *Panorama*, Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne (1985-1995), souligne l'importance toujours aussi cruciale de la politique de cohésion pour le développement futur des régions d'Europe et appelle à une révision radicale du calcul du bien-être économique pour garantir la prise en compte de tous les bénéfices du développement régional.

Crise économique

S'il est, une fois de plus, d'une importance vitale d'améliorer la compétitivité de l'Europe et de créer des emplois, il ne faut pas confondre la politique de cohésion avec la politique de compétitivité, fait remarquer l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors.

«Il est important d'établir une distinction entre la solidarité européenne face à la crise financière et le principe primordial de solidarité de l'Europe. Ce sont deux choses différentes. Lorsqu'un incendie se déclare, nous devons bien sûr appeler les pompiers, mais nous avons aussi besoin des architectes qui travaillent à long terme. En effet, je pense que la politique structurelle ne doit pas être négligée sous prétexte qu'il faut faire face à la crise financière. Elle suit sa propre logique, qui peut être adaptée en fonction de l'évolution de la réalité économique.»

S'adressant à *Panorama* dans son bureau situé dans les locaux du groupe de réflexion ou «think tank» Notre Europe à Paris, M. Delors refuse de considérer la politique régionale de l'UE comme une simple politique de redistribution.

«Pour moi, la politique régionale est avant tout un instrument de développement qui a l'avantage de créer un effet de redistribution.» L'ancien président de la Commission met l'accent sur la nécessité d'adopter une approche ascendante en politique européenne.

«Dans l'Europe d'aujourd'hui, qui compte 27 pays membres, nous ne pouvons pas négliger cette dimension ascendante, qui intègre aussi l'un des principes philosophiques de la construction européenne, la subsidiarité. La divergence entre certaines régions sur le plan du développement économique

« Il est important
d'établir une distinc-
tion entre la solida-
rité européenne face
à la crise financière
et le principe primor-
dial de solidarité
de l'Europe. »

a toujours été une réalité à laquelle nous avons dû faire face et la politique de cohésion a été conçue pour permettre aux régions moins développées de résister à la concurrence tout en contribuant à l'Europe. Toutes les propositions que nous avons formulées respectent mon triptyque de principes fondamentaux: "concurrence, coopération et solidarité". Vous ne pourrez pas réussir la construction de l'Europe si vous éliminez l'un de ces éléments.»

Mesurer le développement économique

«Mais comment mesurer le développement économique?», demande M. Delors. «Par rapport à il y a 10 ans, nous avons observé que nous mettions 45 minutes à nous rendre au travail au lieu de 30. Les retards dus aux encombrements augmentent, tandis que le produit national brut est en hausse car notre consommation d'automobiles et de pétrole augmente. J'en conclus que les habitants ont perdu entre une demi-heure et une heure de temps libre sans pour autant s'enrichir.»

Pour l'ancien économiste, l'un des problèmes clés réside dans la façon de mesurer ces facteurs. «Notre système actuel de mesure utilise le PNB, mais ce critère ne rend pas vraiment compte de la notion de bien-être. Nous avons besoin d'une nouvelle méthode de calcul des performances, surtout dans le contexte régional. Lorsque nous disposerons d'un tel système de mesure des performances, nous réaliserons que les régions renferment de nombreuses nouvelles richesses.»

Notons que M. Delors a déjà écrit un livre à ce sujet en 1971, intitulé «Les indicateurs sociaux», un thème actuellement fortement débattu par les économistes.

«Nous ne pouvons pas mettre en place un nouveau modèle de développement et conserver les méthodes de calcul traditionnelles applicables à une croissance classique. Nous ne pouvons pas évoluer vers un modèle qui tienne compte du temps de loisirs des populations, de la nature et des ressources sans changer nos méthodes de calcul. Il nous faut entièrement réviser nos modes de calcul des performances économiques. Et si nous adoptons une nouvelle méthode de calcul, la politique régionale apparaîtra alors beaucoup plus utile.»

Origines de la politique de cohésion

«Avant mon arrivée à la Commission en 1985, le fonds social, le fonds régional et le fonds agricole existaient déjà», explique M. Delors. Lors des négociations d'adhésion avec l'Espagne et le Portugal, les membres du sud de l'Europe "des 10" ont exprimé leurs inquiétudes quant aux écarts de développement. Pour répondre à ces préoccupations, nous avons proposé le programme intégré méditerranéen (PIM). C'est le premier exemple de coopération régionale coordonnée pour résoudre des problèmes économiques et sociaux de la région méditerranéenne.»

«C'est le succès du PIM qui a amené l'idée d'action coordonnée ou de "synthèse" et j'ai proposé la notion de "cohésion" économique et sociale, qui s'est concrétisée avec la création de la politique de cohésion. Il était évident que le marché unique ne pouvait pas progresser sans une politique de cohésion économique et sociale. Celle-ci est devenue l'un des fondements de l'Acte unique qui, selon moi, a revitalisé l'Europe.» ►►



PROFILE: JACQUES DELORS

Jacques Delors a présidé la Commission européenne de 1985 à 1995. Il est le premier président à avoir exercé trois mandats.

Économiste de formation, il a travaillé pour le Parlement européen de 1979 à 1981, devenant président de son Comité des affaires économiques et monétaires.

Sous la présidence de François Mitterrand, M. Delors a exercé en France la fonction de ministre de l'économie et des finances de 1981 à 1983, puis de ministre de l'économie, des finances et du budget de 1983 à 1984.

Lorsqu'il était à la tête de la Commission, il a préparé le terrain en vue de l'introduction du marché unique européen, qui est entré en vigueur en janvier 1993. Dans le cadre de ce programme, il a promu le développement d'une politique de cohésion pour les régions d'Europe.

En 1996, M. Delors a fondé le think tank Notre Europe basé à Paris et dont il reste l'un des présidents.

En 2010, il a soutenu une nouvelle initiative, le Groupe Spinelli, créé pour ranimer la lutte en faveur d'une fédéralisation de l'Union européenne (UE).



Rapprocher les citoyens

M. Delors pense que la politique de cohésion est une façon de rendre le projet européen plus accessible aux citoyens européens et de remédier au déficit démocratique.

Il évoque les milliers de projets financés au titre de la politique de cohésion qui prouvent aux citoyens de base que l'Europe travaille pour eux.

Partenariat avec les régions

Il reste un ardent défenseur de la protection et de la promotion du droit d'initiative de la Commission et de son rôle de premier plan dans les questions régionales.

«Au départ, ce que je voulais, c'était un partenariat réel entre les régions et la Commission. Il ne s'agissait pas d'une Europe des régions travaillant contre une Europe des États-nations, explique-t-il. Il s'agissait plutôt d'un partenariat entre la Commission et les régions, qui permettrait à la Commission de développer tout un éventail d'outils pour promouvoir le développement régional tout en diffusant les meilleures pratiques.»

« Au départ, ce que je voulais, c'était un partenariat réel entre les régions et la Commission. »

«Malheureusement, ajoute-t-il, ce que nous constatons, c'est une évolution vers une centralisation excessive où les États membres parlent au nom des régions. Ce n'est pas la politique de cohésion que j'avais envisagée. La Commission, avec ses programmes et son expérience sur le terrain, a une idée claire de ce qu'il faudrait faire pour favoriser le développement. La Commission est la seule institution qui pense à l'Europe chaque jour», souligne-t-il.

M. Delors estime que la centralisation observée dans tous les pays est un bond en arrière pour l'Europe des régions. «Ce que nous avons envisagé, c'était un partenariat pour un apprentissage mutuel généralisé», affirme-t-il. »

NOTRE EUROPE – LE PROJET DELORS



Notre Europe est un *think tank* basé à Paris et fondé par Jacques Delors. Ses travaux et recommandations politiques s'inspirent de la pensée de l'homme politique.

Le groupe a récemment publié un rapport sur la future politique de cohésion, intitulé «Le "Pacte de cohésion" à l'épreuve de la crise» par Marjorie Jouen (disponible en français et en anglais).

Le rapport soutient les idées suivantes:

Il faut créer les conditions de la transition vers un «modèle de développement intelligent, vert et inclusif» tel que préconisé dans la stratégie Europe 2020 et profiler la politique de cohésion comme un instrument sur la voie du progrès social et du bien-être, ce qui peut passer par la définition de nouveaux critères d'éligibilité.

Il faut rétablir le lien démocratique entre l'Union et les Européens en leur montrant précisément les réalisations obtenues par les fonds européens et en recourant plus systématiquement au «développement local par les acteurs locaux».

La crédibilité de la future politique de cohésion passe aussi par la simplification des procédures, qui supposerait de garantir à tout prix l'accessibilité des fonds européens aux petits porteurs de projets locaux.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://notre-europe.eu/>
<http://www.notre-europe.eu/en/axes/competition-cooperation-solidarity/works/publication/the-cohesion-pact-weathering-the-crisis/>



Emploi et éducation

M. Delors s'intéresse depuis longtemps à l'éducation. Il est à l'origine de la loi française sur la formation professionnelle continue (FPC) adoptée en 1971, qui oblige les entreprises à mettre de côté une partie de leurs bénéfices pour offrir à leurs employés des possibilités de formation. Il a aussi présidé de 1993 à 1996 une commission de l'UNESCO sur l'éducation pour le vingt et unième siècle, dont le rapport final a été publié sous le titre: «L'éducation: un trésor est caché dedans».

L'une de ses plus grandes réalisations est le lancement du programme de mobilité des étudiants ERASMUS. «Personnellement, je suis très satisfait d'être parvenu à créer le programme ERASMUS. Cela montre une fois de plus qu'il est important d'accorder à la Commission le droit d'initiative. Sans cela, le programme ERASMUS n'aurait jamais pu se concrétiser. Le droit d'initiative de la Commission doit être préservé», insiste-t-il.

«Néanmoins, les gouvernements ne peuvent pas se contenter de parler d'éducation, ils doivent aussi créer des emplois. Nous avons besoin d'une économie capable de créer des emplois et des formations de meilleure qualité. Ces deux éléments sont indissociables. L'idée qu'il suffit d'avoir une bonne formation pour trouver un emploi n'est pas vraie dans la réalité.»

Le chômage des jeunes, un problème oublié

M. Delors pense que les intérêts des jeunes Européens ont été négligés dans les 20 dernières années. «Dans le livre blanc sur la croissance et la compétitivité que j'ai proposé en 1993, j'ai affirmé que nous, la génération adulte, avons tendance à résoudre nos problèmes entre nous sans tenir compte de la jeune génération. En accumulant des dettes, en omettant de résoudre les problèmes de bien-être, en négligeant la faiblesse de notre système éducatif, nous avons imposé à notre jeunesse une charge excessive, une charge inéquitable. Ils en payent aujourd'hui les conséquences.»

Environnement urbain et rural

Sans sous-estimer l'importance économique des PME, M. Delors est prompt à préciser qu'il s'agit seulement d'un facteur économique parmi d'autres. «Ce n'est pas parce que nous nous trouvons à un point donné du cycle économique que nous devons nous focaliser sur un aspect et oublier le reste. Notre politique doit aussi s'intéresser à l'agriculture, à la gestion des ressources naturelles, aux forêts (dont nous ne parlons pas beaucoup), à l'équilibre territorial et à la créativité de l'industrie et des services. Les politiques doivent être conçues pour permettre l'émergence et le succès d'un maximum d'initiatives dans n'importe quel secteur.»

« Nous devons construire une Union européenne de la diversité avec un maximum d'initiatives venant de la base. » »

L'ancien président de la Commission européenne n'hésite pas à souligner que l'Europe est un patrimoine commun et que la politique régionale concerne tout le monde. «De même que la société européenne est un équilibre entre la société et l'individu, c'est aussi un équilibre entre mouvement urbain et vie rurale et nature. C'est notre patrimoine», indique-t-il.

«Il existe un phénomène social important appelé ruralité dont on parle peu, affirme-t-il. Dans certains pays membres, 80 pour cent du paysage est urbain. La ruralité est par conséquent un élément essentiel dont nous devons assurer la protection et permettre le développement. C'est souvent en milieu rural que les inégalités sont les plus prononcées. Ce sont aussi les personnes qui y vivent qui s'avèrent les plus aptes à préserver le patrimoine naturel.»

Un développement ascendant

Si les organismes comme le Comité des régions sont utiles, ce dont nous avons besoin, c'est d'un développement ascendant, explique M. Delors. «À côté du développement macro-économique, les acteurs économiques locaux doivent être capable de se mobiliser. En France, par exemple, je participe à des réunions de discussion sur cette mobilisation locale. Nous avons, par exemple, l'organisation "Sol et Civilisation", fondée par des agriculteurs français pour étudier l'expérience des autres pays européens et diffuser ces connaissances à l'échelon local.»

«Je pense que chaque citoyen doit être capable de contrôler sa destinée dans l'économie sociale, tout en respectant la diversité de l'Europe et son identité. Nous devons construire une Union européenne de la diversité avec un maximum d'initiatives venant de la base.»